

**17 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 janvier 1989;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon;

Vu le décret du 17 mars 1999 portant approbation de l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 15 mars 1999 portant approbation de l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon;

Considérant qu'il faut compléter l'accord de coopération du 18 juin 1998, notamment ses articles 3, 4, 5, 9, 11, 13, 14, 15, par des mesures d'exécution;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 28 septembre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 juillet 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est urgent d'informer les opérateurs de formation et les établissements d'enseignement sur les conditions et conséquences de l'agrément d'une action de formation en alternance;

Considérant qu'il est urgent de préciser les formes et procédures d'introduction des demandes d'agrément ainsi que les modalités et conditions d'octroi des primes d'encouragement dues aux partenaires d'une action agréée de formation en alternance;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° l'accord de coopération: l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon;

2° le Ministre : le Ministre qui a la Formation dans ses attributions;

3° le Conseil consultatif: le Conseil consultatif de la formation en alternance visé à l'article 6 de l'accord de coopération;

4° l'administration : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne.

CHAPITRE II. — De la procédure d'agrément

Section 1re. — Modalités d'introduction et de traitement des demandes d'agrément

Art. 2. Toute demande d'agrément doit être introduite par un opérateur de formation auprès de l'administration soit préalablement soit au plus tard 60 jours francs après le début d'une action de formation en alternance;

La date de début d'une action de formation en alternance correspond à la date mentionnée dans le contrat ou la convention visé à l'article 2, 3°, de l'accord de coopération;

Toute demande d'agrément doit être présentée conformément au modèle que constitue l'annexe I au présent arrêté.

Dans un délai de 15 jours francs à dater de la réception de la demande d'agrément, l'administration :

1° adresse un accusé de réception à l'opérateur de formation;

2° transmet la demande d'agrément pour avis au Conseil consultatif;

3° sollicite l'avis du Comité subrégional de l'emploi et de la formation du ressort territorial dont relève l'opérateur de formation.

Art. 3. Le Comité subrégional de l'emploi et de la formation rend son avis sur la demande d'agrément dans un délai de 45 jours francs à dater du jour de son envoi par l'administration.

Au delà de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Art. 4. Dans un délai de 90 jours francs à dater de la réception par l'administration de la demande d'agrément, le Conseil consultatif rend son avis au Ministre qui communique sa décision à l'administration endéans les 30 jours francs.

L'administration notifie la décision du Ministre à l'opérateur de formation endéans les 30 jours francs à dater de sa réception.

Art. 5. Le règlement d'ordre intérieur du Conseil consultatif fixe notamment :

- 1° les conditions dans lesquelles le Conseil consultatif peut faire appel aux conseils d'experts extérieurs;
- 2° l'objet de la consultation des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation.

Section 2. — Les primes d'encouragement

Art. 6. § 1^{er}. Le montant de la prime allouée à l'employeur partenaire d'une action agréée de formation en alternance d'une durée supérieure à 180 jours francs et inférieure ou égale à 270 jours francs est fixé à trente mille francs par personne à former.

La prime est liquidée en un versement selon les modalités prévues par la convention dont le modèle constitue l'annexe II du présent arrêté.

§ 2. Le montant de la prime allouée à l'employeur partenaire d'une action agréée de formation en alternance d'une durée supérieure à 270 jours francs est fixé à cinquante mille francs par personne à former.

La prime est liquidée en un versement selon les modalités prévues par la convention dont le modèle constitue l'annexe II du présent arrêté.

Art. 7. § 1^{er}. Le montant de la prime allouée à l'opérateur de formation partenaire d'une action agréée de formation en alternance d'une durée supérieure à 180 jours francs et inférieure ou égale à 270 jours francs est fixé à trente mille francs par personne à former.

La prime est liquidée en un versement selon les modalités prévues par la convention dont le modèle constitue l'annexe III du présent arrêté.

§ 2. Le montant de la prime allouée à l'opérateur de formation partenaire d'une action agréée de formation en alternance d'une durée supérieure à 270 jours francs est fixé à cinquante mille francs par personne à former.

La prime est liquidée en un versement selon les modalités prévues par la convention dont le modèle constitue l'annexe III du présent arrêté.

Art. 8. Sur proposition du Conseil consultatif, le Ministre peut adapter le montant des primes visées aux articles 6 et 7 du présent arrêté en fonction du contrat ou de la convention que conclut l'employeur avec la personne à former.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 9. Dans les conditions prévues à l'article 14 de l'accord de coopération, le Ministre peut agréer l'association visée à l'article 13 dudit accord de coopération.

Art. 10. Dans les conditions prévues à l'article 15 de l'accord de coopération, le Ministre peut retirer l'agrément à l'association visée à l'article 13 dudit accord de coopération.

Art. 11. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 12. Le présent arrêté et l'accord de coopération entrent en vigueur le 17 mars 1999.

Namur, le 17 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe I

A renvoyer à : Direction de la Formation professionnelle
Ministère de la Région wallonne
place de la Wallonie 1 — Bât. II à 5000 JAMBES

N° DEMANDE
(réservé à l'administration)

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AGREMENT D' ACTIONS DE FORMATION EN ALTERNANCE

(Accord de coopération du 18 juin 1998 relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon)

I. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Nom de l'organisme*
Adresse : rue n° Boîte
Code postal : Localité

Personne responsable :

Nom Prénom
Fonction
Tél. Fax E-Mail

Si établissement d'enseignement : identification du Pouvoir organisateur

Nom
Raison sociale
Adresse : rue n° Boîte
Code postal : Localité

Personne responsable :

Nom Prénom
Fonction
Tél. Fax E-Mail

N° de compte financier où peuvent être versées les primes d'encouragement destinées à l'opérateur de formation

Compte n°

FICHE B

N° DEMANDE
(réservé à l'administration)

N° ORDRE
FICHE B

FORMATION

INTITULE

**CE TABLEAU DOIT FAIRE APPARAÎTRE LE LIEN ENTRE LE PROGRAMME DE FORMATION (ECOLE/CENTRE-ENTREPRISE),
LE PROFIL DE FORMATION ET LE PROFIL DE QUALIFICATION**

PROGRAMME DE FORMATION*		PROGRAMME DE FORMATION		PROFIL DE QUALIFICATION =PROFIL DE METIER Nom du métier : <input type="text"/>
PROGRAMME DES FORMATIONS ECOLE/CENTRE	PROGRAMME DES APPRENTISSAGES EN ENTREPRISE	PROFIL DE FORMATION Référentiel CCPQ n°	PROFIL DE FORMATION Détails des compétences à maîtriser à l'issue de la formation	
INTITULE DES UNITES DE FORMATION	INTITULE DES APPRENTISSAGES	Nbre Heures	Nbre Heures	Détails des compétences acquises par un travailleur expérimenté qui exerce le métier visé

* Le programme de formation est indicatif, il pourra être adapté à l'entreprise, à la durée de la formation ou au profil de l'élève/stagiaire.

FICHE C

N° DEMANDE

N° ORDRE
FICHE C

(réservé à l'administration)

N.B. A NE COMPLETER QUE SI UNE FORMATION EST ORGANISEE EN ASSOCIATION ENTRE PLUSIEURS OPERATEURS*

FORMATION

INTITULE

OPERATEUR n° 1 Celui repris sur la fiche d'identification de la demande d'agrément	OPERATEUR* n° 2	OPERATEUR* n° 3
<u>NOM DE L'ORGANISME PRINCIPAL/COORDONNATEUR</u> <u>ADRESSE :</u> rue n° boîte CP LOCALITE <u>PERSONNE RESPONSABLE</u> NOM : Prénom : FONCTION : Tél. Fax : E-Mail :	<u>NOM DE L'ORGANISME</u> <u>ADRESSE :</u> rue n° boîte CP LOCALITE <u>PERSONNE RESPONSABLE</u> NOM : Prénom : FONCTION : Tél. Fax : E-Mail :	<u>OM DE L'ORGANISME</u> <u>ADRESSE :</u> rue n° boîte CP LOCALITE <u>PERSONNE RESPONSABLE</u> NOM : Prénom : FONCTION : Tél. Fax : E-Mail :

* Seuls les organismes ayant la qualité d'opérateurs de formation au sens de l'accord de coopération sont habilités à être opérateurs partenaires d'actions de formation en alternance.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance.

Namur, le 17 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe II

Formation en alternance en Région wallonne

CONVENTION

Convention - Employeur

Entre d'une part,

la Région wallonne, représentée par la Direction générale de l'économie et de l'emploi du Ministère de la Région wallonne agissant sur délégation du Ministre du Gouvernement wallon ayant la formation professionnelle dans ses attributions,

ci-après dénommée : "La Région"

Et d'autre part (dénomination de l'employeur),

ci-après dénommée : "L'Employeur"

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Toute action de formation en alternance se définit par un contenu de formation, un objectif de qualification, un nombre de stagiaires et une durée circonscrite précisément. Les actions de formation alterneront des périodes de formation théorique en centre et des périodes de formation en entreprise et s'étaleront sur une durée supérieure à 180 jours francs.

L'opérateur agréé de formation organise et dispense ou fait dispenser, en tout ou en partie, la formation théorique ou technologique. Il veille à la bonne articulation des formations théoriques en centre et des formations pratiques en entreprise.

A cet effet, l'employeur entretient avec l'opérateur agréé de formation des relations régulières de concertation, de suivi et d'évaluation. En concertation avec l'opérateur agréé de formation, l'employeur procède à la sélection et au recrutement des stagiaires.

Chaque action de formation est décrite dans le formulaire de demande d'agrément dont le contenu a été approuvé par décision ministérielle et notifiée à l'opérateur de formation agréé.

La mission décrite ne pourra être modifiée en cours d'exécution de la convention qu'avec accord exprès de la Région.

Art. 2. Les stagiaires seront engagés selon les formes contractuelles légales telles que précisées à l'article 2, 3^e de l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon.

Dans le cadre de la présente convention, il est confié à l'employeur la partie pratique de la formation en alternance s'adressant au(x) stagiaire(s) âgé(e)s de 15 ans au moins à 25 ans au plus identifiés ci-dessous :

noms des stagiaires	adresses des stagiaires	contrats ou conventions	Dates de la signature des contrats	Durée des contrats

Art. 3. Chaque action de formation fera l'objet d'une évaluation transcrite dans un rapport d'évaluation selon les formes prescrites et transmis à la Région par l'opérateur agréé de formation au plus tard le dernier jour ouvrable du treizième mois qui suit le mois au cours duquel débute l'action de formation.

La convention prend fin dès l'acceptation par la Région du rapport d'évaluation.

Art. 4. Le montant de....., correspondant au montant de la prime multiplié par le nombre des stagiaire(s), sera versé, suivant les indications de l'employeur

au n° de compte

de

Ce montant est destiné à couvrir partiellement les dépenses de l'employeur liées au lancement, au suivi et à l'évaluation de l'action agréée de formation en alternance.

Après signature de la présente convention, la Région procédera au versement de la prime sur la base d'une déclaration de créance accompagnée d'une copie des contrats ou conventions conclus entre l'employeur et chaque stagiaire. En cas d'interruption de l'action agréée de formation endéans les 180 jours francs à dater du début de l'action agréée, il sera procédé à la récupération de la prime versée.

Art. 5. Le montant déterminé à l'article 4 sera imputé à l'allocation de base , du titre I du budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 6. Le versement de la prime, à concurrence du montant prévu à l'article 4 de la présente convention, n'a pas pour conséquence de créer dans le chef de l'employeur un droit inconditionnel à l'octroi de la prime.

La prime ne sera définitivement acquise qu'après approbation par la Région du rapport d'évaluation.

Art. 7. L'employeur s'engage à ne pas valoriser le montant de la/des prime(s) lui allouée(s) aux termes de la présente convention au titre de contrepartie publique d'un cofinancement demandé auprès d'un fonds structurel européen.

Art. 8. A défaut du règlement amiable, les Cours et Tribunaux de Namur sont seuls compétents pour connaître de tout litige susceptible de survenir à l'occasion de l'application et de l'interprétation de la présente convention ainsi que des compléments, annexes ou modifications de celle-ci.

Art. 9. La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Namur, en trois exemplaires le

Pour l'employeur,

Pour la Région,
Le Ministre du Budget et des Finances,
de l'Emploi et de la Formation,
Par délégation,
La Direction générale de l'économie et de
l'emploi du Ministère de la Région wallonne,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance.

Namur, le 17 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe III

FORMATION EN ALTERNANCE EN REGION WALLONNE

Convention

Convention - Opérateur de formation

Entre d'une part,

La Région wallonne, représentée par la Direction générale de l'économie et de l'emploi du Ministère de la Région wallonne agissant sur délégation du Ministre du Gouvernement wallon ayant la formation professionnelle dans ses attributions,

ci-après dénommée : « La Région »

Et, d'autre part (dénomination de l'opérateur de formation),

ci-après dénommé : « L'opérateur de formation »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Il est confié à l'opérateur de formation la mise en oeuvre d'actions agréées de formation en alternance s'adressant à des stagiaires âgés de 15 ans au moins à moins de 25 ans dont la liste est reprise en annexe à la présente.

Une action agréée de formation en alternance se définit par un contenu de formation, un objectif de qualification, un nombre de stagiaires et une durée circonscrite précisément. Ces actions de formation alterneront des périodes de formation théorique en centre et des périodes de formation en entreprise(s) et s'étaleront sur une durée supérieure à 180 jours.

L'opérateur de formation organise et dispense ou fait dispenser, en tout ou en partie, la formation théorique ou technologique. L'opérateur de formation veille à la bonne articulation des formations théoriques en centre et des formations pratiques en entreprise(s). A cet effet, il entretient avec les entreprises partenaires des relations régulières de

concertation, de suivi et d'évaluation. Notamment, en concertation avec l'(es) entreprise(s), l'opérateur de formation procède à la sélection et au recrutement des stagiaires.

Chaque action agréée de formation est décrite dans le formulaire de demande d'agrément. Ce document fait partie intégrante de la présente convention.

La mission décrite ne pourra être modifiée en cours d'exécution de la convention qu'avec l'accord exprès de la Région.

Art. 2. Chaque action de formation fera l'objet d'une évaluation transcrite dans un rapport d'évaluation selon des formes prescrites et transmis à la Région au plus tard le dernier jour ouvrable du treizième mois qui suit le mois au cours duquel débute l'action de formation.

La convention prend fin dès l'acceptation par la Région du rapport d'évaluation.

Art. 3. Le montant de....., correspondant au montant de la prime multiplié par le nombre de stagiaires, sera versé, suivant les indications de l'opérateur de formation,

au n° de compte de

Cette prime est destinée à couvrir partiellement les dépenses additionnelles des opérateurs de formation liées au lancement, au suivi et à l'évaluation des actions de formation en alternance. Elle sera répartie entre les éventuels opérateurs de formation partenaires des actions de formation en alternance, en plein accord avec eux.

Après signature de la présente convention, la Région procédera au versement de la prime sur la base d'une déclaration de créance. En cas d'interruption de l'action agréée de formation endéans les 180 jours francs à dater du début de l'action agréée, il sera procédé à la récupération de la prime versée.

Art. 4. La montant déterminé à l'article 3 sera imputé sur l'allocation de base du titre I du budget général de la Région wallonne.

Art. 5. Le versement de la prime, à concurrence du montant prévu à l'article 3 de la présente convention n'a pas pour conséquence de créer dans le chef de l'opérateur de formation un droit inconditionnel à l'octroi de primes.

La prime ne sera définitivement acquise qu'après approbation par la Région du rapport d'évaluation.

Art. 6. L'opérateur de formation s'engage à ne pas valoriser le montant de la/des prime(s) lui allouée(s) aux termes de la présente convention au titre de contrepartie publique d'un cofinancement demandé auprès d'un fonds structurel européen.

Art. 7. A défaut de règlement amiable, les cours et tribunaux de Namur sont seuls compétents pour connaître de tout litige susceptible de survenir à l'occasion de l'application et de l'interprétation de la présente convention ainsi que des compléments, annexes ou modifications de celle-ci.

Art. 8. La présente convention entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Namur, en trois exemplaires le

Pour l'employeur,

Pour la Région,
 Le Ministre du Budget et des Finances,
 de l'Emploi et de la Formation,
 Par délégation,
 La Direction générale de l'économie et de
 l'emploi du Ministère de la Région wallonne,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance.

Namur, le 17 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
 chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
 R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 99 — 2700

[C — 99/27507]

17 MAART 1999. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 januari 1989;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering;

Gelet op het decreet van 17 maart 1999 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering;

Overwegende dat het samenwerkingsakkoord van 18 juni 1998 met uitvoeringsmaatregelen aangevuld moet worden, inzonderheid de artikelen 3, 4, 5, 9, 11, 13, 14 en 15;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 28 september 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 juli 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de opleidingsoperateurs en onderwijsinstellingen zo spoedig mogelijk in kennis moeten worden gesteld van de voorwaarden voor de erkenning van een afwisselende opleidingsactie en van de gevolgen ervan;

Overwegende dat de voorschriften en de procedure voor de indiening van de erkenningsaanvragen, alsook de nadere regels en voorwaarden voor de toekenning van aanmoedigingspremies aan de deelnemers aan een erkende kwalificerende opleidingsactie dringend bepaald moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Opleiding,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsbepalingen

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het samenwerkingsakkoord : het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering;

2° de Minister : de Minister van Vorming;

3° de Raad van advies : de Raad van advies voor afwisselende opleiding bedoeld in artikel 6 van het samenwerkingsakkoord;

4° het bestuur : het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK II. — Erkenningsprocedure**Afdeling 1. — Voorschriften voor de indiening en de behandeling van de erkenningsaanvragen**

Art. 2. Elke erkenningsaanvraag moet door een opleidingsoperateur bij het bestuur ingediend worden, hetzij van te voren, hetzij binnen 60 volle dagen na aanvang van een afwisselende opleidingsactie.

De afwisselende opleidingsactie vangt aan op de datum vermeld in het contract of in de overeenkomst bedoeld in artikel 2, 3°, van het samenwerkingsakkoord.

De erkenning moet aangevraagd worden aan de hand van het formulier bedoeld in bijlage I bij dit besluit.

Het bestuur moet binnen 15 volle dagen na ontvangst van de erkenningsaanvraag :

1° een ontvangstbewijs richten aan de opleidingsoperateur;

2° de erkenningsaanvraag voor advies aan de Raad van advies overmaken;

3° het subregionale Comité voor Tewerkstelling en Opleiding van het ambtsgebied waaronder de opleidingsoperateur ressorteert, om advies vragen.

Art. 3. Het subregionale Comité voor Tewerkstelling en Opleiding brengt advies uit over de erkenningsaanvraag binnen 45 volle dagen, te rekenen van de dag waarop ze door het bestuur is verzonden.

Na afloop van die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Art. 4. De Raad van advies brengt binnen 90 volle dagen na ontvangst van de erkenningsaanvraag door het bestuur, advies uit aan de Minister, die zijn beslissing binnen 30 volle dagen aan het bestuur meedeelt.

Het bestuur stelt de opleidingsoperateur in kennis van de beslissing van de Minister binnen 30 volle dagen na ontvangst ervan.

Art. 5. Het huishoudelijk reglement van de Raad van advies bepaalt o.a. :

1° de voorwaarden waaronder de Raad van advies externe deskundigen om raad kan vragen;

2° het voorwerp van de raadpleging van de subregionale Comités van Tewerkstelling en Opleiding.

Afdeling 2. — Aanmoedigingspremies

Art. 6. § 1. De werkgever die deelneemt aan een erkende afwisselende opleidingsactie van minimum 180 en maximum 270 volle dagen, ontvangt een premie van dertigduizend frank per op te leiden persoon.

De premie wordt betaald onder de voorwaarden bedoeld in de overeenkomst waarvan het model weergegeven wordt in bijlage II bij dit besluit.

§ 2. De werkgever die deelneemt aan een erkende afwisselende opleidingsactie van meer dan 270 volle dagen, ontvangt een premie van vijftigduizend frank per op te leiden persoon.

De premie wordt betaald onder de voorwaarden bedoeld in de overeenkomst waarvan het model weergegeven wordt in bijlage II bij dit besluit.

Art. 7. § 1. De opleidingsoperateur die deelneemt aan een erkende afwisselende opleidingsactie van minimum 180 en maximum 270 volle dagen, ontvangt een premie van dertigduizend frank per op te leiden persoon.

De premie wordt betaald onder de voorwaarden bedoeld in de overeenkomst waarvan het model weergegeven wordt in bijlage III bij dit besluit.

§ 2. De opleidingsoperateur die deelneemt aan een erkende afwisselende opleidingsactie van meer dan 270 volle dagen, ontvangt een premie van vijftigduizend frank per op te leiden persoon.

De premie wordt betaald onder de voorwaarden bedoeld in de overeenkomst waarvan het model weergegeven wordt in bijlage III bij dit besluit.

Art. 8. Op voorstel van de Raad van advies kan de Minister het bedrag van de in de artikelen 6 en 7 van dit besluit bedoelde premies aanpassen op grond van het contract of van de overeenkomst aangegaan tussen de werkgever en de op te leiden persoon.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 9. De Minister kan de in artikel 13 van het samenwerkingsakkoord bedoelde vereniging erkennen onder de voorwaarden bedoeld in artikel 14 van het samenwerkingsakkoord.

Art. 10. De Minister kan de erkenning van de in artikel 13 van het samenwerkingsakkoord bedoelde vereniging intrekken onder de voorwaarden bedoeld in artikel 15 van het samenwerkingsakkoord.

Art. 11. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 12. Dit besluit en het samenwerkingsakkoord treden in werking op 17 maart 1999.

Namen, 17 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage I

Terug te sturen aan : Direction de la Formation professionnelle
Ministère de la Région wallonne
place de la Wallonie 1 — Bât. II à 5000 JAMBES

Nr. aanvraag
(voorbehouden aan het bestuur)

AANVRAAGFORMULIER VOOR DE ERKENNING VAN AFWISSELENDE OPLEIDINGSACTIES

(Samenwerkingsakkoord van 18 juni 1998 betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière,
te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering)

I. IDENTIFICATIE VAN DE AANVRAGER

Naam van de instelling*
Adres : straat nr. Bus
Postnummer : Plaats

Verantwoordelijke persoon :

Naam Voornaam
Functie
Tel. Fax E-Mail

Indien onderwijsinstelling : identificatie van de Inrichtende Macht

Naam
Firma
Adres : straat nr. Bus
Postnummer : Plaats

Verantwoordelijke persoon :

Naam Voornaam
Functie
Tel. Fax E-Mail

Nummer van de financiële rekening waarop de aanmoedigingspremies aan de opleidingsoperateur gestort kunnen worden

Rekeningnummer

IDENTITEIT VAN DE REKENINGHOUDER :

Naam

Straat : nr. Bus

Postnummer : Plaats

* Naam van de instelling die hoofdzakelijk de opleidingen geeft, of van de instelling die als coördinator aangewezen is door de deelnemende instellingen.

* Alleen de instellingen die de hoedanigheid van opleidingsoperateur hebben in de zin van bovenbedoeld samenwerkingsakkoord, zijn bevoegd om een erkenningsaanvraag in te dienen.

N.B. Als een opleiding georganiseerd wordt in samenwerking met verschillende opleidingsoperateurs, dient fiche C te worden ingevuld.

Nr. AANVRAAG (voorbehouden aan het bestuur)

II. VOORWERP VAN DE AANVRAAG

Deze aanvraag betreft :

Aantal leerlingen/stagiairs Aantal werkgevers Aantal opleidingsoperateurs

BENAMING VAN DE OPLEIDINGEN

Nr.	Benaming van de opleiding	Aantal Stud./Stag.	Aantal opleidingsop.	Aantal werkgevers	Bijgevoegde fiche(s) A genummerd van*	Bijgevoegde fiche(s) B genummerd van*	Bijgevoegde fiche C J/N (ja/nee)
1					tot	tot	
2					tot	tot	
3					tot	tot	
4					tot	tot	
5					tot	tot	
6					tot	tot	
7					tot	tot	
8					tot	tot	
9					tot	tot	
10					tot	tot	

* Het aantal bijgevoegde fiches A moet gelijk zijn aan het aantal leerlingen/stagiairs.

Nr. aanvraag
FICHE A

Volgnr.

FICHE A

OPLEIDING
Nr

BENAMING

(voorbehouden
aan het bestuur)

FICHE A

DENTITEIT LEERLING/STAGIAIR	CONTRACT OVERENKOMST	OPLEIDINGSPARCOURS	AFWISSELING	WERKGEVER
AAM <input type="text"/> OORNAAM <input type="text"/> DRES : traat <input type="text"/>	TYPE* (aankruisen wat past) C.A.I. <input type="checkbox"/> C.A.P. <input type="checkbox"/> C.I.S.P. <input type="checkbox"/> C.T.P. <input type="checkbox"/> K.B.495 <input type="checkbox"/> P.T.P. <input type="checkbox"/> K.B.230 <input type="checkbox"/> Ander <input type="checkbox"/> Indien ander type, nader bepalen : <input type="text"/>	DIPLOMA/GETUIG- SCHRIJF Laatste diploma/ Getuigschrift <input type="text"/> Eindopleidings- diploma of - getuigschrift <input type="text"/> BEN- MING* <input type="text"/> SOORT* <input type="text"/> AFDELING <input type="text"/> BENAMING* : CEB, ACI-ACP, CO6, CO7, CESI, CESS, Graduaat TYPE* onderwijs: A=Algem T=Techn B=Beroeps WIJZE* : met Volledig leerplan /Afwisselend	RITME % OPLEIDINGSTIJD <input type="text"/> % School/Centrum <input type="text"/> Bedrijf <input type="text"/> % <input type="text"/> % <input type="text"/> OPVOLGING IN HET BEDRIJF Bedrijfsbezoek(en) <input type="text"/> x per maand Coördinatievergadering(en) <input type="text"/> x per maand Opvolgingsmiddelen/evaluatie (Bij te voegen formulier)	NAAM <input type="text"/> Rechtsvorm : <input type="text"/> ADRES: straat <input type="text"/> PN <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> PLAATS : <input type="text"/> VERANTWOORDELIJKE PERSOON : <input type="text"/> FUNCTIE : <input type="text"/> Nr. Financiële rekening : <input type="text"/> Nr. Paritaire Commissie <input type="text"/> Aantal loontrekkers <input type="text"/> NAAM VAN DE VOOGD : <input type="text"/> Voornaam van de voogd : <input type="text"/> Functie: <input type="text"/>
r. <input type="text"/> OSTNUMMER <input type="text"/> LAATS <input type="text"/>	*Type contract/overeenkomst: CAI : Indust. Leerovereenkomst CISP : Overeenk. inschak. in het maatschap. En beroepsleven KB495 : Overeenk. Tewelk.- Opleiding Jongeren KB230 : Stageovereenk. CAP: Omscholingsovereenk. CTP : Overeen. Deeltijdse Arbeid PTP : Doorstromings- programma DATUM BEGIN CONTRACT <input type="text"/>	LAATSTE SCHOOLJAAR JAAR <input type="text"/> SOORT* <input type="text"/> AFDELING <input type="text"/> WIJZE* <input type="text"/> Heeft de leerling/stagiair reeds een contract of een overeenkomst voor afwisselende opleiding gesloten : ja - nee <input type="checkbox"/>	ANDER <input type="checkbox"/> J/N <input type="checkbox"/> Indien ja, nader bepalen : 1. <input type="text"/> 2. <input type="text"/> 3. <input type="text"/> 4. <input type="text"/>	DATUM EINDE CONTRACT <input type="text"/> DATUM EINDE OPLEIDING <input type="text"/>
EBOORTEDATUM <input type="text"/>	DATUM BEGIN CONTRACT <input type="text"/>	DATUM EINDE OPLEIDING <input type="text"/>	Indien ja, nader bepalen : 1. <input type="text"/> 2. <input type="text"/> 3. <input type="text"/> 4. <input type="text"/>	

FICHE B

Nr AANVRAAG

VOLGNr
FICHE B

(voorbehouden aan het bestuur)

OPLEIDING
Nr

BENAMING

DEZE TABEL MOET WIJZEN OP HET VERBAND TUSSEN HET OPLEIDINGSPROGRAMMA (SCHOOL/CENTRUM-BEDRIJF), HET OPLEIDINGSPROFIEL EN HET KWALIFICATIEPROFIEL

OPLEIDINGSPROGRAMMA *		OPLEIDINGSPROFIEL		KWALIFICATIEPROFIEL = BEROEPSPROFIEL Beroep : <input type="text"/> CCPQ – referentienr : <input type="text"/> Capaciteiten verworven door de ervaren werknemer die het bedoelde beroep uitoefent
PROGRAMMA OPLEIDINGEN SCHOOL/CENTRUM	PROGRAMMA OPLEIDINGEN IN HET BEDRIJF	CCPQ – referentienr :	Capaciteiten die de opleiding moet verschaffen	
OPLEIDINGSEENHEID	BENAMING OPLEIDING	Aantal Uren	Aantal Uren	

* Het opleidingsprogramma is informatief ; het kan aangepast worden aan het bedrijf ; de opleidingsduur of het profiel van de leerling/stagiair.

N.B. ENKEL INVULLEN ALS VERSCHILLENDE OPERATEURS SAMEN EEN OPLEIDING ORGANISEREN*

OPLEIDING

Nr			
----	--	--	--

BENAMING

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

OPERATEUR nr 1 Degene vermeld op de identificatiekaart voor de erkenningaanvraag	OPERATEUR* nr 2	OPERATEUR* nr 3
<u>NAAM VAN DE INSTELLING</u> <u>HOOFDZ./COORDINATOR</u> ADRES : Straat nr bus PN PLAATS <u>VERAANTWOORDELIJKE PERSOON</u> NAAM : Voornaam : FUNCTIE : Tel. Fax : E-Mail :	<u>NAAM VAN DE INSTELLING</u> <u>HOOFDZ./COORDINATOR</u> ADRES : Straat nr bus PN PLAATS <u>VERAANTWOORDELIJKE PERSOON</u> NAAM : Voornaam : FUNCTIE : Tel. Fax : E-Mail :	<u>NAAM VAN DE INSTELLING</u> <u>HOOFDZ./COORDINATOR</u> ADRES : Straat nr bus PN PLAATS <u>VERAANTWOORDELIJKE PERSOON</u> NAAM : Voornaam : FUNCTIE : Tel. Fax : E-Mail :

* Alleen de instellingen die de hoedanigheid van opleidingsoperateur hebben in de zin van het samenwerkingsakkoord, zijn bevoegd om deel te nemen aan afwisselende opleidingsacties.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière.

Namen, 17 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage II

Afwisselende opleiding in het Waalse Gewest

OVEREENKOMST

Overeenkomst - Werkgever

Tussen enerzijds,

het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest, handelend in opdracht van de Minister van de Waalse Regering die voor beroepsopleiding bevoegd is,

hierna : « Het Gewest » genoemd

En anderzijds (benaming van de werkgever),

hierna : « werkgever » genoemd

is overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Voor elke afwisselende opleidingsactie wordt voorzien in een opleidingsinhoud, een kwalificatiedoelstelling, een aantal stagiairs en een nauwkeurig bepaalde duur. De opleidingsacties alterneren theoretische lessen in een centrum met een opleiding op de werkvloer. Ze worden verspreid over meer dan 180 volle dagen.

De theoretische of technologische opleiding wordt georganiseerd door de erkende opleidingsoperator, die ze geheel of gedeeltelijk zelf geeft of laat geven.

Hij zorgt voor de vlotte samenhang tussen de theoretische opleiding in het centrum en de opleiding op de werkvloer.

Te dien einde staan de werkgever en de erkende operator in contact met elkaar inzake overleg, opvolging en evaluatie. De werkgever selecteert en werft de stagiairs in samenspraak met de erkende opleidingsoperator.

Elke opleidingsactie wordt omschreven in het formulier voor erkenningsaanvraag, waarvan de inhoud bij ministeriële beslissing wordt goedgekeurd en aan de erkende opleidingsoperator wordt meegedeeld.

De omschreven opdracht mag tijdens de uitvoering van de overeenkomst slechts met het akkoord van het Gewest gewijzigd worden.

Art. 2. De stagiairs worden in dienst genomen overeenkomstig de wettelijke contractuele vormvoorschriften, zoals bedoeld in artikel 2, 3°, van het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering.

In het kader van deze overeenkomst wordt de werkgever belast met het praktische gedeelte van de afwisselende opleiding die bestemd is voor de hiernavermelde stagiair(s) die minimum 15 en maximum 25 jaar oud is/zijn :

naam van de stagiair	adres van de stagiair	contract of overeenkomst	datum van ondertekening van het contract	Duur van het contract

Art. 3. Elke opleidingsactie is het voorwerp van een evaluatie, die volgens welbepaalde voorschriften in een verslag wordt opgenomen. Het evaluatieverslag wordt uiterlijk de laatste werkdag van de dertiende maand volgend op de maand waarin de opleidingsactie begint, door de erkende opleidingsoperator aan het Gewest overgemaakt.

De overeenkomst eindigt zodra het evaluatieverslag goedgekeurd is door het Gewest.

Art. 4. Het bedrag van....., dat gelijk is aan het premiebedrag vermenigvuldigd met het aantal stagiairs, moet volgens de aanwijzingen van de werkgever gestort worden.

Op het rekeningnummer

van

Dat bedrag dient voor de gedeeltelijke dekking van de uitgaven van de werkgever i.v.m. het opstarten, de opvolging en de evaluatie van de erkende afwisselende opleidingsactie.

Na de ondertekening van deze overeenkomst, zal het Gewest de premie betalen op grond van een verklaring van schuldvordering, vergezeld van een afschrift van het contract of de overeenkomst gesloten tussen de werkgever en de stagiair. In geval van onderbreking van de erkende opleidingsactie binnen 180 volle dagen, te rekenen van de begindatum van de erkende actie, wordt de betaalde premie teruggevorderd.

Art. 5. Het in artikel 4 bedoelde bedrag wordt toegerekend op de basistoelage van titel I van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

Art. 6. De storting van de premie ten belope van het bedrag bedoeld in artikel 4 van deze overeenkomst geeft de werkgever nog geen onvoorwaardelijk recht op de toekenning van de premie.

De premie wordt pas definitief toegekend na goedkeuring van het evaluatieverslag door het Gewest.

Art. 7. De werkgever verbindt zich ertoe het bedrag van de hem krachtens deze overeenkomst verleende premie(s) niet te valoriseren als openbare tegenprestatie voor een bij een Europees structureel fonds aangevraagde medefinanciering.

Art. 8. Bij gebrek aan een minnelijke schikking zijn alleen de Hoven en Rechtbanken van Namen bevoegd om kennis te nemen van elk geschil i.v.m. de toepassing en de interpretatie van deze overeenkomst, alsook van haar aanvullingen en bijlagen of van de wijzigingen hiervan.

Art. 9. Deze overeenkomst treedt in werking de dag waarop ze ondertekend wordt.

Opgemaakt te Namen in drie exemplaren op

Voor de werkgever,

Voor het Gewest,
De Minister van Begroting en Financiën,
Tewerkstelling en Vorming,
Bij delegatie,
Het Directoraat-generaal Economie
en Tewerkstelling van het
Ministerie van het Waalse Gewest

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière.

Namen, op 17 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage III

AFWISSELENDE OPLEIDING IN HET WAALSE GEWEST

Overeenkomst

Overeenkomst - Opleidingsoperateur

Tussen enerzijds,

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest, handelend in opdracht van de Minister van de Waalse Regering die voor beroepsopleiding bevoegd is,

hierna : « Het Gewest » genoemd

En, anderzijds (naam van de opleidingsoperateur),

hierna : « opleidingsoperateur » genoemd

is overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. De opleidingsoperateur is belast met de uitvoering van erkende afwisselende opleidingsacties voor stagiairs die minimum 15 en maximum 24 jaar oud zijn en van wie de naam op de bijgevoegde lijst vermeld wordt.

Voor elke afwisselende opleidingsactie wordt voorzien in een opleidingsinhoud, een kwalificatiedoelstelling, een aantal stagiairs en een nauwkeurig bepaalde duur. De opleidingsacties alterneren theorielessen in een centrum met een opleiding op de werkvloer. Ze worden verspreid over meer dan 180 volle dagen.

De theoretische of technologische opleiding wordt georganiseerd door de opleidingsoperateur, die ze geheel of gedeeltelijk zelf geeft of laat geven. De opleidingsoperateur zorgt voor de vlotte samenhang tussen de theoretische opleiding in het centrum en de praktische opleiding in het bedrijf.

Te dien einde staat hij in contact met de deelnemende bedrijven wat overleg, opvolging en evaluatie betreft. De opleidingsoperateur selecteert en werft de stagiairs in samenspraak met het bedrijf/de bedrijven.

Elke erkende opleidingsactie wordt omschreven in het formulier voor erkenningsaanvraag. Dat document maakt noodzakelijk deel uit van deze overeenkomst.

De omschreven opdracht mag tijdens de uitvoering van de overeenkomst slechts met het akkoord van het Gewest gewijzigd worden.

Art. 2. Elke opleidingsactie is het voorwerp van een evaluatie, die volgens welbepaalde voorschriften in een verslag wordt opgenomen. Het verslag wordt uiterlijk de laatste werkdag van de dertiende maand volgend op de maand waarin de opleidingsactie begint, aan het Gewest overgemaakt.

De overeenkomst eindigt zodra het evaluatieverslag goedgekeurd is door het Gewest.

Art. 3. Het bedrag van....., dat gelijk is aan het premiebedrag vermenigvuldigd met het aantal stagiairs, wordt volgens de aanwijzingen van de opleidingsoperator gestort

Op het rekeningnummer
van

Deze premie dient voor de gedeeltelijke dekking van de uitgaven van de opleidingsoperators i.v.m. het opstarten, de opvolging en de evaluatie van de erkende afwisselende opleidingsacties. Ze wordt verdeeld onder de eventuele opleidingsoperators die deelnemen aan de afwisselende opleidingsacties, met hun instemming.

Na de ondertekening van deze overeenkomst, zal het Gewest de premie betalen op grond van een verklaring van schuldvordering. In geval van onderbreking van de erkende opleidingsactie binnen 180 volle dagen, te rekenen van de begindatum ervan, wordt de gestorte premie teruggevorderd.

Art. 4. Het in artikel 4 bedoelde bedrag wordt toegerekend op basistoelage ... van titel I van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

Art. 5. De storting van de premie ten belope van het bedrag bedoeld in artikel 3 van deze overeenkomst geeft de opleidingsoperator nog geen onvoorwaardelijk recht op de toekenning van de premie.

De premie wordt pas definitief toegekend na goedkeuring van het evaluatieverslag door het Gewest.

Art. 6. De opleidingsoperator verbindt zich ertoe het bedrag van de hem krachtens deze overeenkomst verleende premie(s) niet te valoriseren als openbare tegenprestatie voor een bij een Europees structureel fonds aangevraagde medefinanciering.

Art. 7. Bij gebrek aan een minnelijke schikking zijn alleen de Hoven en Rechtbanken van Namen bevoegd om kennis te nemen van elk geschil i.v.m. de toepassing en de interpretatie van deze overeenkomst, alsook van haar aanvullingen en bijlagen of van de wijzigingen hiervan.

Art. 8. Deze overeenkomst treedt in werking de dag waarop ze ondertekend wordt.

Opgemaakt te Namen in drie exemplaren op

Voor de opleidingsoperator,

Voor het Gewest,
De Minister van Begroting en Financiën,
Tewerkstelling en Vorming,
Bij delegatie,
Het Directoraat-generaal Economie
en Tewerkstelling van het
Ministerie van het Waalse Gewest

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière.

Namen, op 17 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE